

# Convictions

Bulletin de l'Association  
**MichelROCARD**.org



n° 70 - NOVEMBRE 2024

**Bientôt une "place Michel-Rocard" à Paris**



Lors de sa session des 19 au 22 novembre, le Conseil de Paris a adopté à l'unanimité une délibération dont l'objet

est de dénommer "Place Michel-Rocard" l'espace public situé au carrefour du boulevard Saint-Germain et de la rue de l'Université, dans le 7ème arrondissement. C'est un lieu que Michel Rocard a longtemps et largement arpenté, entre le 98 rue de l'Université, le 266 boulevard Saint-Germain, deux lieux où il a eu successivement ses bureaux parisiens, dans les années 70 et 80, et la rue de Solférino où se trouvait le siège national du Parti socialiste, dont il a été le Premier secrétaire en 1993-94.

L'association MichelRocard.org se réjouit de cette décision, pour laquelle elle a oeuvré depuis plusieurs années, et en remercie très sincèrement la maire de Paris et les élus du Conseil de Paris, sensible à cette unanimité dans le climat politique actuel. Elle se félicite du choix de cet emplacement qui, comme le souhaitait aussi la famille de Michel Rocard, correspond à une part importante et significative de la vie publique à Paris de l'ancien Premier ministre.

**Il ne vous reste plus que 30 jours pour effectuer votre don à MichelRocard.org !**



L'association MichelRocard.org n'a pas d'autres ressources que les dons faits par tous ceux pour qui l'action et la pensée de Michel Rocard incarnent des valeurs toujours actuelles.

Pour la rénovation et l'enrichissement du site Internet, pour l'organisation d'une ou deux manifestations annuelles, nous avons besoin d'au moins 25.000 € chaque année.

Or, à ce jour, nous sommes loin de les avoir atteints, ce qui rend incertain l'ampleur de nos activités en 2025.

Nous savons que la conjoncture économique est difficile mais tout don, même le plus modeste, est le bienvenu.

C'est pourquoi nous faisons appel à vous, en vous remerciant par avance de votre geste, et en vous invitant à relayer cet appel auprès de ceux, parmi vos proches, qui seraient susceptibles de nous aider.

Et rappelez-vous : **en faisant votre don avant le 31 décembre, vous bénéficiez d'un avantage fiscal de 66 %, qui vous sera versé dès le mois de janvier prochain.** Autrement dit, un don de 100 € vous coûte en réalité 34 €.

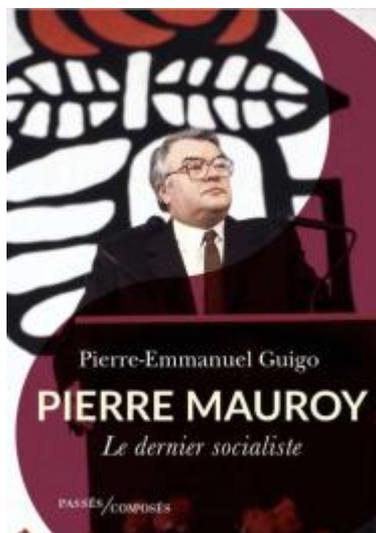
**Il vous reste donc 30 jours pour en bénéficier !**

Vous pouvez faire votre don en ligne, en cliquant sur le lien "J'apporte mon soutien financier", qui vous renverra sur le site de notre partenaire HelloAsso.

Vous pouvez aussi faire un virement bancaire sur notre compte : IBAN FR76 3000 4028 3700 0107 2606 294 ou adresser un chèque à l'ordre de l'association MichelRocard.org, 12 cité Malesherbes, 75009 Paris.

D'avance, merci !

## "Pierre Mauroy, le dernier socialiste" par Pierre-Emmanuel Guigo : un portrait attachant



La photo aux couleurs sépia qui illustre la couverture de la biographie que Pierre-Emmanuel Guigo consacre à Pierre Mauroy (1928-2013) illustre le message subtilement nostalgique de l'auteur. Il s'attache à redonner vie à un homme, une histoire, une époque, proches de nous dans le calendrier et, pour certains, dans les cœurs, mais qui paraissent s'être effacés dans les lointains. L'ancien maire de Lille, fils d'un instituteur du Nord, a toujours lutté pour que le PS ne soit pas « coupé de son histoire ouvrière, populaire et réformatrice des conditions de travail et de vie ». Dans cet esprit, Mauroy a été « le dernier socialiste ». Il fut d'abord un enfant du Nord resté toute sa vie fidèle à ses

origines, renforcé en cela par son épouse Gilberte dont l'auteur décrit la rencontre « lors d'un bal socialiste à l'hôtel de ville de Cambrai ». Fidèle aussi à sa culture laïque héritée de son père et à sa culture catholique issue de sa mère. Il lui faudra du courage en juillet 1984 pour démissionner de son poste de Premier ministre en raison du recul du président Mitterrand sur le projet de loi Savary d'unification du service public de l'éducation. Il confirme en ces moments de crise politique la fermeté de ses convictions. L'année précédente, en mars 1983, il manifesta la même fermeté pour assumer le « tournant de la rigueur », et éviter ainsi que la politique socialiste ne soit assimilée aux déficits publics et s'achève en crise financière.

Guigo suit au long cours la fidélité de Pierre Mauroy à François Mitterrand rencontré lors de la campagne présidentielle de 1965 et auquel il vouait une forte admiration stratégique, sans omettre son amitié plus ancienne encore pour Michel Rocard. L'auteur évoque bien sûr ses quatre mandats à la mairie de Lille qui furent selon Pierre Mauroy, la plus belle part de sa vie politique. Il mentionne les débats des congrès du PS mais épargne au lecteur leurs plus obscurs méandres. Il s'achève avec la présidence de l'Internationale socialiste où Mauroy prit, avec la foi d'un européen convaincu, la succession de Willy Brandt. Un portrait attachant d'une belle figure du mouvement socialiste.

**François STASSE**

Administrateur de [MichelRocard.org](http://MichelRocard.org)

Pierre-Emmanuel Guigo. *Pierre Mauroy, le dernier socialiste*. Passés/composés, 383 p.

J'apporte  
mon soutien  
financier à  
l'association

**MichelROCARD**.org

Païement en ligne possible  
Vous recevrez un reçu fiscal  
(66% de crédit d'impôt)

Visitez le site

**MichelROCARD**.org

SUIVEZ-NOUS



## "Une journée singulière - Autopsie politique", le nouveau livre de Jean-Pierre Sueur

Jean-Pierre Sueur

### Une journée singulière

Autopsie politique



C'est un récit insolite que nous offre Jean-Pierre Sueur dans son nouveau livre : "Une journée *singulière*", que viennent de publier les éditions Odile Jacob. S'agit-il d'une sottise ? d'une fable ? d'un conte philosophique ? Ou des trois à la fois ? Chaque moment de cette journée bien particulière dans la vie du secrétaire général d'une préfecture est l'occasion d'une méditation sur les arcanes, les travers, mais aussi les réalités de la vie politique et administrative, nourrie par la riche expérience de Jean-Pierre Sueur comme élu local, parlementaire, ministre. Il a sous-titré "autopsie politique" cette narration originale, comme pour mieux désigner le scalpel avec lequel il

dissèque les faux-semblants de ce qu'il qualifie de "démocratie molle" ou les dérives d'une décentralisation qui ne s'est jamais complètement assumée comme une rupture avec le jacobinisme : d'ailleurs, "légiste" ne désigne-t-il pas aussi bien le spécialiste de médecine légale que le juriconsulte ? Dans cette promenade allègre parmi les méandres de la journée du secrétaire général, l'auteur nous régale aussi de sa connaissance intime de l'oeuvre de Péguy et n'oublie pas le linguiste qu'il a été à l'Université, en brocardant joyeusement les ponts-aux-ânes de la langue administrative et du discours politique. Pour ne pas divulguer les rebondissements de cette histoire qui n'en manque pas, qu'il vous suffise de savoir qu'à la fin de l'autopsie, le secrétaire général, comme le canard de Robert Lamoureux, était toujours vivant !

**Jean-François MERLE**

*Président de MichelRocard.org*

Jean-Pierre SUEUR, *Une journée singulière, Autopsie politique*, éditions Odile Jacob, 196 p.

## Retour sur l'expérience de la gauche plurielle : un ouvrage inédit publié avec le concours de la Fondation Jean-Jaurès



Après un colloque organisé en décembre 2020 à l'université Paris-Est Créteil, paraît un ouvrage qui reprend et développe les travaux de ce colloque, sous la direction de Pierre-Emmanuel GUIGO (membre du conseil scientifique de MichelRocard.org) et Thibault TELLIER, en revenant sur les cinq années du gouvernement de Gauche plurielle. De la victoire surprise de la gauche en 1997, jusqu'à la défaite tout aussi surprise de Lionel Jospin en 2002, il retrace les actions de ce gouvernement tant sur le plan économique, social, international. Il montre aussi les difficultés à convaincre l'opinion tant sur

l'insécurité que sur la politique industrielle. S'appuyant sur de nombreux grands témoins (Lionel Jospin, Dominique Voynet, Jean-Claude Gayssot, Olivier Schrameck entre autres), il offre un regard inédit sur une période si proche et si lointaine à la fois.

Pierre-Emmanuel GUIGO et Thibault TELLIER (dir.), *La gauche plurielle (1997-2002). Quelle place dans l'histoire de la Ve République ?*, éditions Le Bord de l'Eau et Fondation Jean-Jaurès, 266 p.

 [Livre sur la Gauche plurielle](#)

---

## La réhabilitation du compromis par l'historien Christophe Bellon

Dans cet article pour la revue intellectuelle créée par les Jésuites, *Etudes*, Christophe Bellon, spécialiste de l'histoire politique et professeur à l'Université catholique de Lille, réhabilite la notion de compromis dans la vie politique française.

Alors que la politique française paraît polarisée et agonistique comme jamais, il souligne à quel point le compromis, loin de l'idée de compromissions, est un moyen essentiel pour gouverner dans la durée.

Il évoque notamment la pratique de Michel Rocard et la pensée de Paul Ricoeur, le philosophe protestant proche de Michel Rocard qui eut à cœur de théoriser l'importance du compromis en politique.

 [Article de Christophe Bellon sur le compromis](#)

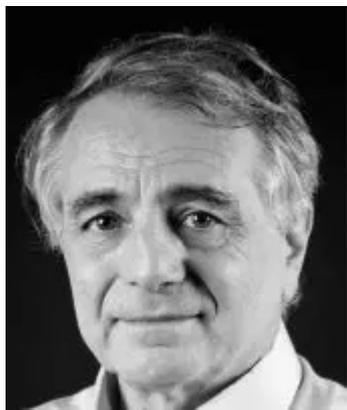
---

## Bourse de recherche Pierre Zémor/Fondation Jean-Jaurès

Pierre Zémor a doté une bourse destinée à soutenir financièrement des travaux de recherche sur des évolutions de la communication politique et publique souhaitables pour une meilleure démocratie, dont l'organisation et l'encadrement scientifique ont été confiés à la Fondation Jean-Jaurès. En 2024, la bourse de recherche Pierre Zémor/Fondation Jean-Jaurès a été attribuée au projet présenté par Mélanie Lecha, doctorante en sciences de l'information et de la communication - LARSH, LaPIJ (Université Polytechnique des Hauts-de-France/Université de Mons, Belgique) visant à soutenir la mise en place d'un second terrain expérimental dans le cadre de sa thèse : « La fabrique populaire de l'information d'actualité et les stratégies de communication pendant la mobilisation des Gilets jaunes : une étude des gazettes imprimées ».

## Parcours rocardien

### Jean Mendelson



Quand Jean-François Merle m'a demandé de décrire mon « parcours rocardien », j'ai d'abord refusé. Certes, je n'ai pas trouvé que cette proposition était surprenante, mais je me suis interrogé : en toute honnêteté, ai-je été rocardien ? Même si je ne récusai pas ce qualificatif, ma relation très ancienne avec Michel Rocard n'a jamais fait de moi un proche, ni un même vrai rocardien politique.

J'étais certes perçu comme rocardien, mais c'était plutôt en raison d'une sorte de relation politico-amicale née il y a 57 ou 58 ans au bureau du Comité Vietnam national (CVN), où Michel venait parfois représenter le PSU et où j'étais un des deux délégués des comités lycéens ; le Vietnam était alors le sujet central de ce que nous appelions « l'anti-impérialisme ». Il me serait difficile d'oublier ce soir où, au sortir d'une de ces longues réunions, nous nous sommes tous deux retrouvés par hasard dans un café, et où il m'a interrogé sur mes intentions politiques personnelles. Exclu récemment des Jeunesses communistes, j'inclinai à rejoindre la JCR, le groupe trotskiste dirigé par deux autres membres du Bureau du CVN, Alain Krivine et Henri Weber, dont les interventions m'impressionnaient. « Peut-être as-tu tort. Plutôt que de t'enfermer dans un mouvement sympathique mais monolithique, tu devrais adhérer au PSU : tu y trouveras des socio-démocrates, des trotskistes de toutes tendances, des mendésistes, des maoïstes, des chrétiens de gauche, d'autres encore, et tu pourras y faire ton marché ». Ces propos tels qu'ils sont restés dans ma mémoire, tenus avec sourire et sur un ton léger, venant de quelqu'un qui était déjà une figure de la politique française, ne pouvaient laisser indifférent le très jeune étudiant que j'étais alors, simple élève d'Hypokhâgne que Rocard ne connaissait quasiment pas. Deux jours plus tard, je trouvais dans mon courrier un mot amical et un bulletin d'adhésion au PSU, auquel j'adhérai après mai 68 en rejoignant d'abord les ESU (Étudiants socialistes unifiés), qui dirigeaient alors l'UNEF. Rien donc de vraiment politique dans ce choix, qui fut plutôt le résultat de ce mélange d'enthousiasme et de séduction que beaucoup ont reconnu chez Michel Rocard.

Ne pas être « rocardien » pur sucre n'a jamais mis un terme à cette forme de relation avec Michel. Au PSU, je n'étais pas membre du courant Rocard, et au PS, que je n'ai rejoint qu'en 1979, je n'ai travaillé vraiment "pour" Rocard que pendant les trois ans passés dans l'équipe de Jean-Pierre Cot, entre 1979 et 1982. Au PSU,

appartenant après 1971 à un courant d'opposition à la direction, j'étais membre de la commission internationale, où j'étais surtout impliqué dans les relations avec le monde arabe et l'Amérique latine ; ces sujets étaient suivis avec beaucoup d'attention par le secrétaire national du parti, qui menait alors un combat épuisant contre les « gauchistes » nombreux dans cette commission. Spécialisé dans la rédaction des questions écrites que posait le député des Yvelines, seul parlementaire du PSU, quand il interrogeait le gouvernement sur les sujets internationaux, j'ai rapidement constaté que Michel Rocard ne s'arrêtait pas à ces positionnements, quand il donnait sa confiance à quelqu'un – et, pour ce qui me concerne, cette confiance n'allait pas de soi. Ainsi, dans les relations complexes entre le PSU et le FLN algérien, il me chargeait de missions qui allaient parfois très au-delà des compétences d'un jeune militant ; pendant la décennie qui précéda mai 81, je lui fis rencontrer - à sa demande ou à mon initiative - des personnages de la mouvance « tiers-mondiste » et révolutionnaire que je connaissais et qui, pour un homme politique aspirant aux plus hautes fonctions, auraient a priori pu paraître sulfureux.

Après 1981, qui fut aussi l'année de mon entrée dans ce qu'on appelait alors le ministère des Relations extérieures (François Mitterrand, Pierre Mauroy et Claude Cheysson avaient repris cette appellation en vigueur pendant la Révolution et l'Empire), nous nous sommes beaucoup moins croisés. Me sont surtout restés certains souvenirs particulièrement marquants : un voyage du ministre de l'agriculture en 1983 dans le Nicaragua sandiniste qui n'avait pas encore déçu les espoirs nés de la victoire de la guérilla sur le dictateur Somoza ; les grandes manifestations de 1989 pour le bicentenaire de la Révolution (l'aide du premier ministre aux commémorations, par l'intermédiaire de Pierre Encrevé, mériterait d'être mieux connue) ; les obsèques nationales de Salvador Allende au Chili en 1990, quelques mois après le départ de Pinochet de la tête de l'État chilien ; ou encore une longue conversation au Quai d'Orsay, dans le bureau de Bernard Kouchner, en 2009, le jour où, après avoir inauguré le nouveau centre des Archives diplomatiques, le ministre des Affaires étrangères devait présenter à la presse le nouvel ambassadeur chargé des pôles.

Puis, ce fut le dernier voyage de Michel à Cuba, pays qu'il connaissait depuis longtemps et pour lequel il éprouvait une ancienne et critique sympathie. Je l'y reçus comme ambassadeur de France à La Havane, en 2012 ; il était porteur d'une lettre d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, à son collègue cubain, pour tenter d'obtenir la libération d'un Français condamné (pour des raisons non politiques) à une peine qui était disproportionnée aux yeux du droit français. Venu en compagnie de son épouse Sylvie, Michel est resté plusieurs jours à la résidence de France, et j'ai pu apprécier une dernière fois le prestige dont il était entouré, que ce soit ou dans la communauté française, auprès du gouvernement cubain ou dans le nombreux corps diplomatique accrédité à Cuba. Un soir, nous avons évoqué avec un mélange d'amusement et de nostalgie un vif débat (très caractéristique de cette époque lointaine) qui, dans le petit hameau haut-alpin des Guions où le PSU avait tenu quarante ans plus tôt une sorte d'école d'été, nous avait opposés, à propos de la Commune de Paris, sur l'interprétation d'un texte que nous ne pouvions plus situer avec précision ; nous nous souvenions vaguement qu'il s'agissait d'une des lettres – nous avions évidemment oublié laquelle - de Marx à Kugelmann...

## **Jean MENDELSON**

*Membre de la commission internationale du PSU (1970-1973)*

*Directeur des Archives du ministère des Affaires étrangères (2006-2010)*

*Ambassadeur de France à Cuba, puis ambassadeur itinérant, pour l'Amérique latine, de la présidence française de la COP21 (2010-2015).*

**Une date, un moment...**

## **Michel Rocard, Israël et la Palestine**

Voici plus d'un an, maintenant, à la suite des massacres terroristes perpétrés par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, une phase particulièrement longue et meurtrière du conflit israélo-palestinien ravage le Proche-Orient, avec des conséquences inhumaines pour les populations civiles à Gaza, en Cisjordanie et au Liban. Michel Rocard a toujours suivi avec attention les enjeux géopolitiques du Proche-Orient, depuis ses années PSU, dans

la lignée de son engagement dans le combat anticolonialiste, comme le montre Thomas Mainault, doctorant au Centre d'histoire de Sciences-Po, dans la note ci-dessous, qu'il a bien voulu nous confier.

Son intérêt ne faiblira pas par la suite, lorsqu'il exercera des responsabilités gouvernementales. En 1989, lorsque Yasser Arafat est reçu à Paris par François Mitterrand, Michel Rocard, Premier ministre, le reçoit aussi à Matignon à deux

reprises, d'abord pour un entretien politique, puis pour un « dîner de travail francopalestinien », auquel participent les ministres Lionel Jospin, Bernard Kouchner et Tony Dreyfus.

Parlementaire européen, il continue de suivre avec attention l'évolution de la situation : en 1999, l'organisation non gouvernementale américaine Council on Foreign Relations le charge d'un rapport, qu'il produit avec une équipe dans laquelle figurent notamment Carl Bildt, Hans-Dietrich Genscher, Felipe Gonzalez, Douglas Hurd, Otto Graf Lambsdorff, Jacques de Larosière, Romano Prodi, Miguel Moratinos (envoyé spécial de l'UE au Proche-Orient) ou encore Mario Soares, qui met en évidence les évolutions que l'Autorité palestinienne doit accomplir pour que le fonctionnement de cette entité toute neuve lui permette de créer à l'extérieur – et notamment chez les investisseurs, privés et institutionnels – la confiance dont elle a le plus grand besoin pour son développement futur. Exigeant avec l'OLP, il ne l'est pas moins avec Israël : *"Je suis un pro-israélien de toujours"*, déclare-t-il, en février 2014 à Israël Magazine, tout en ajoutant: *«J'ai vécu dix ans avec une femme israélienne et Israël est l'état du monde dans lequel j'ai passé le plus de temps, en dehors de mon propre pays, mais vous nous faites peur. Vous n'aimez pas la paix.»* Ce rapport critique entre le droit d'Israël à se défendre, celui des Palestiniens à disposer d'un Etat et les moyens utilisés par les uns et par les autres, peu de textes l'expriment avec autant de force que la "Lettre ouverte à M. Ariel Sharon", publiée dans *Le Figaro* du 15 avril 2002 et que nous reproduisons ici. Plus de vingt ans ont passé, mais la logique du raisonnement développé par Michel Rocard ne trouverait-elle pas à s'appliquer à la situation présente ?

## Michel Rocard et la cause palestinienne



L'historien Thomas Mainault (Centre d'histoire de Sciences Po), auteur d'une thèse sur les socialistes français et la Palestine qu'il soutiendra le 9 décembre à Sciences Po Paris, revient ici sur l'engagement de Michel Rocard pour mettre fin au conflit israélo-palestinien. Il souligne l'implication de longue date du dirigeant PSU, puis du responsable socialiste, en faveur du droit à la sécurité d'Israël, comme de la nécessité pour les Palestiniens d'un Etat démocratique.

L'engagement de Michel Rocard pour les Palestiniens s'inscrit dans l'histoire de la deuxième gauche en France. Héritage des luttes anticoloniales, la défense du peuple palestinien et de son droit à disposer d'un Etat a mobilisé un grand nombre de militants du Parti Socialiste unifié (PSU) ainsi que son leader à partir de la guerre des Six Jours en 1967. C'est en effet à partir de cette date que le sort des Palestiniens mobilise les médias et l'opinion publique française. Pour toute une génération qui a fait ses armes dans le militantisme contre la guerre d'Algérie, la cause palestinienne apparaît comme une continuation dans la défense d'un peuple opprimé. Michel Rocard s'inscrit dans ce sillage et s'oppose ainsi aux positions très en faveur d'Israël des socialistes français.

Alors que ces derniers continuent à soutenir leur allié travailliste israélien, le PSU prend ses distances avec son interlocuteur israélien, le MAPAM, à cause de la guerre menée par Israël et des occupations qui s'ensuivent. Accompagné de Marc Heurgon, Michel Rocard décide que les relations doivent être rompues avec le parti israélien. La cause palestinienne trouve des soutiens parmi des figures éminentes du PSU et provoque aussi des débats assez vifs au sein du parti. C'est le cas entre Jean-Marie Vincent et Manuel Bridier dans les colonnes de *Tribune socialiste* au début de l'année 1969. Ce dernier défend l'idée d'un partage des territoires avant même qu'une Palestine unitaire et socialiste puisse émerger, grâce à l'aide des puissances étrangères. Ces arguments sont réfutés par Jean-Marie Vincent qui s'inscrit dans la ligne du parti réaffirmée au congrès de Dijon en mars de la même année : rejet de toute intervention de puissances étrangères susceptibles d'empêcher l'avènement du socialisme au Moyen-Orient. C'est notamment à l'occasion du congrès de Dijon qu'une délégation du Fatah de Yasser Arafat est invitée. Cependant, le parti cherche à tisser des liens avec les autres organisations palestiniennes davantage marquées par le marxisme. Influencées par les courants gauchistes au sein du PSU, des relations sont ainsi nouées avec le FPLP de Georges Habache et le FDLP de Nayef Hawatmeh<sup>[1]</sup>.

La fin des années 1960 et le début des années 1970 voient l'approfondissement des relations entre Michel Rocard et les Palestiniens. C'est le cas avec l'arrivée en France à partir de 1969 d'un premier représentant de l'OLP,

Mahmoud Hamchari. Alors que l'OLP devra attendre 1975 pour qu'un bureau de liaison officiel voit le jour à Paris, Mahmoud Hamchari tisse des liens avec les différentes organisations politiques de gauche en France. Le PSU et son dirigeant font partie de ces précieux contacts pour les Palestiniens. Cette présence palestinienne en France permet à Michel Rocard de mieux connaître le dossier palestinien et de renforcer les liens entre son parti et l'organisation palestinienne. Les liens d'amitié et de solidarité qui existent entre les Palestiniens et les acteurs de la deuxième gauche sont marqués par des moments tragiques. En effet, après la mort des athlètes israéliens pendant les Jeux olympiques de Munich en septembre 1972, le Mossad décide de l'élimination des représentants de l'OLP en Europe. Mahmoud Hamchari est ainsi victime d'un attentat à la bombe qui provoque son décès en janvier 1973. Les rares images qui nous sont parvenues des obsèques d'Hamchari confirment la présence de Michel Rocard aux côtés de quelques militants, alors peu nombreux, venus rendre hommage au représentant palestinien. Le leader du PSU est une des seules personnalités politiques d'envergure qui a montré son attachement à Hamchari et aux Palestiniens.

Alors que le PSU, influencé par ses composantes les plus à gauche, est en pointe au sujet de la défense des peuples opprimés et des causes tiers-mondistes au début des années 1970, l'entrée de Michel Rocard et de siens au Parti socialiste à l'occasion des Assises du socialisme de 1974 change la donne. En effet, au sein du PS, Michel Rocard et les rocardiens n'interviennent que très peu sur la question palestinienne. A l'exception de quelques articles parus dans la revue Faire, le courant rocardien se focalise avant tout sur les questions économiques et sociales et sur les questions de politique intérieure. Il faut noter cependant la présence de Michel Rocard aux côtés du Premier secrétaire François Mitterrand lors de son voyage au Proche-Orient en 1976. Si la voix de Michel Rocard et des rocardiens semble amoindrie au sujet de la Palestine, c'est aussi parce que le PS dispose déjà d'un courant enclin à soutenir le tiers-monde et les peuples en lutte[2]. Le CERES de Jean-Pierre Chevènement a ainsi très tôt développé un discours très à gauche sur le soutien à apporter aux Palestiniens, ce qui rompt avec les liens d'amitié traditionnels entre le PS et le parti travailliste israélien (MAPAÏ). La logique pro-israélienne du PS tend à se modifier sous l'impulsion de ce courant au cours des années 1970. En témoigne l'effacement progressif de Robert Pontillon, connu pour ses sympathies envers Israël, au profit de Lionel Jospin, plus favorable aux Arabes et aux Palestiniens, à la tête du secrétariat national aux relations internationales du PS.

Michel Rocard a ainsi accompagné tout au long de sa carrière les Palestiniens dans leur lutte et pour la reconnaissance de leurs droits, et ce jusqu'aux plus hautes responsabilités politiques puisqu'il accueillit en personne Yasser Arafat à Matignon lors de la visite de ce dernier en mai 1989.

#### **Thomas MAINEULT**

doctorant à Sciences Po (Centre d'histoire de Sciences Po).

[1] Bernard Ravenel, « Palestine, l'héritage oublié de Michel Rocard », *Confluences Méditerranée*, numéro 98, automne 2016, p. 204.

[2] Jean-Pierre Filiu, « Michel Rocard, François Mitterrand et la Palestine », *Le Monde*, 3 juillet 2016.

## **Lettre ouverte à Monsieur Ariel Sharon**



**Cet article de Michel Rocard a été publié dans *Le Figaro* du 15 avril 2002.**

Monsieur le Premier Ministre, mon Général,

Vous faites la guerre. La guerre fait rage autour de vous. Vous recevez de toutes parts des invites à la modération. Vous n'en avez cure. Vous considérez qu'après les deux mille ans de persécutions qu'il a subies, terminées en apocalypse par la Shoah, le peuple juif est fondé à assurer en priorité absolue sa sécurité sur la terre d'Israël par rapport à quiconque la met en cause et quels qu'en soient les moyens. On peut comprendre vos motivations. Ce sont vos

choix stratégiques qui font problème.

Vous n'êtes ni un humaniste ni un poète. Au demeurant moi non plus, du moins au sens plein de ces deux mots. Je suis comme vous un gouvernant, j'ai moi aussi eu à confronter durement la générosité de mes rêves avec la dureté des temps et la méchanceté des hommes. Ce n'est donc pas d'abord au nom du sang qui coule et des souffrances

infligées que je me permets aujourd'hui de vous adresser la parole, mais au nom de l'avenir que vous préparez, pour le peuple d'Israël notamment.

Pour le dire autrement c'est à votre raison que je m'adresse. Certains vous disent intelligent mais vous donnez à tous l'impression de n'exercer votre réflexion que sur des champs bien délimités à l'exclusion résolue de certains autres qui pourtant jouent leur rôle en matière stratégique.

Je n'aurai pas l'outrecuidance de m'adresser à Ariel Sharon personnellement. Le fait que certains pensent que vous en avez assez fait pour finir probablement votre carrière devant un Tribunal pénal international, puisque les gouvernements ont de plus en plus de mal à endiguer la volonté démocratique des peuples, doit être maintenant une possibilité connue de vous. Mais vous êtes au-dessus de cela. Il y a en vous de la grandeur et du courage, et votre destin personnel vous importe fort peu à côté de celui du peuple qui vous a élu comme premier responsable. Je vous en donne acte.

C'est donc bien au chef des gouvernants d'Israël, et en cette qualité, qu'il faut poser des questions parfaitement stratégiques. En fait mon vrai problème est de vous comprendre, et ce n'est que subsidiairement, parce que je crains beaucoup de ne pas y parvenir, que je me demande gravement si vous-même avez exploré votre logique et vos choix jusqu'à leurs ultimes conséquences. Vous avez choisi la force. Vous auriez pu ne pas le faire : vous avez trouvé dans votre

héritage, au moment de votre élection, une esquisse, un embryon d'accord de paix en même temps qu'une procédure qui aurait pu permettre la poursuite des négociations.

Mieux, une partie de votre peuple, en plein accord avec ces perspectives, avait vigoureusement commencé avec une partie du peuple palestinien ces multiples coopérations sociales, médicales, associatives, universitaires, économiques qui sont la condition d'un voisinage paisible.

Mais il y avait des extrémistes dans les deux camps, comme il y en a dans absolument toutes les situations de crise, ce qu'au demeurant, mon Général, vous savez très bien. Un fait particulier nouveau a joué un très grand rôle dans vos choix. C'est l'émergence de cette nouvelle forme de terrorisme par le suicide que l'on appelle kamikazes. Nous sommes tous horrifiés de cette évolution, tous solidaires des citoyens d'Israël menacés. Et moi qui connais bien votre pays pour y être allé souvent, qui y compte beaucoup d'amis, je vis à chaque bombe la peur d'en perdre un. L'horreur progresse et c'est votre devoir de lutter contre elle. Mais comment ?

Il faut réfléchir un instant au cas de ces terroristes qui se suicident. L'un de vos défenseurs inconditionnels – Israël en aura toujours heureusement, et j'en suis ; si vous m'avez lu jusque-là vous aurez compris que je n'attaque pas la cause que vous défendez mais la manière dont vous le faites ; je parle ici d'un défenseur de vos choix stratégiques et tactiques – expliquait récemment dans la presse internationale, je l'ai lu en français, que le terrorisme suicidaire était la dernière arme mise au point par les Palestiniens et qu'il fallait l'analyser et la traiter comme telle. Y croyez-vous vraiment ? Pensez-vous sérieusement qu'à vingt ans on se suicide sur l'ordre d'une hiérarchie, fûtelle religieuse ? En plus, vous savez fort bien qu'Arafat ne se définit pas principalement comme un croyant. Il y a certes pour conduire des jeunes gens et des jeunes filles au suicide explosif un entourage et une logistique incitateurs sans lesquels cela n'arriverait pas, mais il y faut aussi un sentiment d'humiliation profond et la certitude désespérée qu'aucun avenir n'est possible qui reconnaisse et respecte la dignité de tout être humain, fût-il palestinien. Aucune technique militaire ou policière ne permet de traiter préventivement ce genre de cas.

Utilisant ce prétexte, vous avez donc choisi la force. Cela a un prix. L'avez-vous mesuré ? Le maître de toutes les réflexions sur la stratégie, le plus ancien mais toujours le plus grand, Sun Zu, enseigne longuement que le meilleur moyen de gagner une guerre est de n'avoir pas à la livrer. Il avait fait en son temps ce genre de calcul. Vous faites le calcul inverse. Du coup le premier élément du prix à payer, le plus immédiat, est la destruction complète, c'est acquis maintenant, de tout espoir et même de toute référence au processus de paix commencé il y a 10 ans, en même temps que de toute coopération entre les sociétés civiles d'Israël et de Palestine. Mais le temps qu'il faudra pour reconstruire tout cela, qui compte en décennies, est peu de choses à côté des autres incertitudes que je crois relever dans votre action.

En principe on ne fait pas la guerre sans avoir quelque idée de la manière d'en sortir.

***Lire la suite sur notre site en cliquant sur le lien ci-dessous***

 ***Lettre ouverte à Monsieur Ariel Sharon, par Michel Rocard (Le Figaro, 15 avril 2002)***

S'ABONNER

MODIFIER VOTRE ABONNEMENT

CONSULTER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

SE DÉSINSCRIRE

**Convictions** est édité par l'Association MichelRocard.org. Directeur de la publication : Pierre Pringuet. Conception, réalisation et routage : APHANIA. Copyright : MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à [contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com](mailto:contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com)